

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

La Division des analystes gouvernementaux obtient le certificat ISO/IEC 17025:2017



Page 3



Sensibiliser la population à la pratique régulière du sport reste une priorité du gouvernement

Page 3

Europol démantèle un "super-cartel" de la drogue, près de 50 arrestations



Page 4

En Chine, la tolérance zéro des manifestants pour le «zéro Covid»



Page 5

Juventus Turin. La totalité du conseil d'administration, dont le président Agnelli, démissionne



Page 5

Coupe du monde 2022



Le Ghana vient à bout de la Corée du Sud au terme d'un match complètement fou

Page 8

Le Cameroun et la Serbie dos à dos au terme d'un match riche en buts



Page 8

A la télé aujourd'hui



07.00 D.Anime: Kids Songs
07.26 D.Anime: La Petite Ecole...
07.49 D.Anime: Panda And Little...
09.05 D.Anime: Trolls
09.30 Mag: National Anthem
10.16 Serial: Backstage
12.00 Le Journal
12.30 Tele: Muneca Brava
14.21 Local: Les Grands Noms....
14.25 MFDC Intercollege

15.21 D.Anime: Kids Songs
15.28 D.Anime: Best Furry Friends
15.36 Film: The Christmas Letter
17.05 Serial: Malory Towers
17.40 Mag: Bricks 'O' Brian
18.00 Live: Samachar
18.30 Other: Radha Krishna
19.00 Local: Planet Bollywood
19.30 Journal & La Meteo
20.30 MBC Production
22.20 Film: Bloody Mary With Sarah T. Cohen, Chrissie Wunna



07.00 DDI Live
10.00 Suhani Si Ek Ladki
12.00 Film: Aap Beati
15.00 Live: Samachar
15.23 Saare Tujhyachsathi
15.49 Bommarillu
16.15 Sondha Bandham
16.33 Serial: Ishq Zahe Naseeb
16.53 Bhaag Na Bachhe Koi
17.18 Bhakharwadi

17.31 Serial: Kulvadh
18.00 Serial: Ancient Detective
18.30 Local: DDI Magazine
19.00 Zournal Kreol
19.30 Serial: Radha Krishna
20.06 Programme In Marathi
21.00 Film: Zombie Rivals Starring Ltong Chong, Wong Lung, Pierre Kirby, Edowan Bersmea, Dewey Bosworth
22.41 DDI Live



06.00 Mag: Rev: Global Auto...
06.56 Mag: Nobel Prize
07.31 Mag: Made In Germany
08.23 Fine Arts Sculptures
09.50 Local: Rodrig-Klip Seleksion
14.03 Fine Arts Sculptures
16.32 Mag: Rev: The Global Auto...

18.07 Mag: Motorweek
18.26 Mag: Vous Et Nous
19.00 Mag: Arts.21
19.30 Mag: The Inside Story
20.30 Local: News (English)
20.50 Fine Arts Sculptures
20.53 Les Montagnes Du Monde
21.40 Mag: Business Africa
22.06 Focus On Europe
22.32 Doc: Will Roots Save..
00.12 Mag: Motorweek
00.38 Mag: Vous Et Nous
00.57 Mag: Arts.21
01.23 Mag: The Inside Story
01.49 Doc: Skuld



01.45 Film: Nana's Secret Recipe
03.04 Serial: Zoo
03.50 Film: Les Souliers De Noelle
05.36 Tele: Tour De Babel
06.24 Serial: L.A.'S Finest
06.59 Film: Nana's Secret Recipe
09.00 L'Incroyable Hulk
10.37 Tele: Fierce Angel
11.00 Serial: Zoo

12.00 Film: Les Souliers De Noelle
13.30 Tele: Tour De Babel
14.50 Film: Gun Fury
16.14 Mag: Red Carpet
16.30 L'Incroyable Hulk
17.20 Serial: L.A.'S Finest
18.05 La Beaute Du Diable
19.00 Tele: Fierce Angel
19.37 Serial: Creeped Out
20.05 L'Envers Du Paradis
20.30 Seiral: Seal Team
21.15 Film: Django Unchained



07.08 Film: Hindustani Film
11.30 / 20.06 - Radha Krishna
12.00 / 20.26 - Anupamaa
12.37 / 20.02 - Mere Sai
13.00 / 20.46 - Agnipheara
13.42 / 21.09 - Yeh Teri Galiyan
14.13 / 21.50 - Patiala Babes
14.25 / 22.15 - 100 Years Of

Indian Cinema
14.47 Other: Radha Krishna
15.00 Film: Chal Mere Bhai Starring: Sanjay Dutt, Salman Khan, Karisma Kapoor
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
19.00 Udaariyaan
19.30 Kuch Rang Pyar Ke...
20.00 Sasural Simar Ka 2
20.30 Radha Krishna
20.59 Anupamaa

Elon Musk, à la tête de Twitter, part en guerre contre Apple

Le propriétaire de Twitter a assuré, lundi, qu'Apple "menaçait" de retirer le réseau social de son magasin d'applications sur les iPhone. Se déclarant "en guerre", Elon Musk accuse la marque à la pomme de censure et fustige sa "taxe secrète" sur les dépenses des utilisateurs effectuées via l'app store.

Après avoir déjà mis le réseau social dans une position périlleuse, Elon Musk, propriétaire de Twitter depuis un mois, a déclaré la "guerre" à Apple lundi 28 novembre.

Le tempétueux milliardaire a assuré qu'Apple "menaçait" de retirer le réseau social de son magasin d'applications, incontournable sur les iPhone. "Apple a menacé de retirer Twitter de son App Store, mais ils refusent de nous dire pourquoi", a déclaré le patron de Twitter, après une série de tweets accusant la marque à la pomme de censure et d'abus de position dominante.

"Apple a essentiellement arrêté de faire de la publicité sur Twitter. Est-ce qu'ils détestent la liberté d'expression en Amérique ?", a-t-il notamment lancé, avant d'interpeller le dirigeant du groupe californien en ces termes : "Qu'est-ce qui se passe Tim Cook ?"

"Est-ce qu'Apple menace la disponibilité de Twitter sur l'App Store ou formule des exigences en matière de modération des contenus ?", a demandé un internaute à Elon Musk, qui a répondu "oui".

Musk attaque sur plusieurs fronts

Elon Musk, qui a licencié plus de la moitié du personnel de Twitter, semble déterminé à provoquer Apple.

"Suppression secrète de la liberté d'expression par Apple. Les clients n'ont jamais été informés. Qu'est-ce que c'est que ce bordel ?", a-t-il tweeté en réponse à un message d'un autre compte, accusant Apple de censure sur le thème du Covid.



Il a ensuite promis de publier prochainement des "Twitter files" (terme désignant des documents révélés par des lanceurs d'alerte), sur la "suppression de la liberté d'expression", car "le public mérite de savoir ce qui s'est vraiment passé".

Il a publié un meme (image parodique) représentant une voiture baptisée "Elon" qui prend une sortie d'autoroute en direction de "déclarer la guerre", au lieu de continuer tout droit vers "payer 30 %", la commission d'Apple sur les dépenses des utilisateurs effectuées via l'app store.

"Saviez-vous qu'Apple a une taxe secrète de 30 % sur tout ce que vous achetez via leur App Store ?", a-t-il encore demandé.

De nombreux éditeurs d'application, Epic Games (Fortnite) en tête, sont publiquement montés au créneau ces dernières années contre la commission de 15 à 30 % prélevée par Apple et Google sur les dépenses via leurs magasins d'applications.

Le patron de Tesla prône un relâchement de la modération des contenus sur le réseau social, en accord avec sa vision absolutiste de la liberté d'expression. Il a récemment fait rétablir le compte de Donald Trump et d'autres personnalités bannies après avoir enfreint les règles.

Son approche fait peur à de nombreuses marques, de General Motors à Pfizer, qui ont suspendu leurs pub-

licités sur la plateforme. Or le chiffre d'affaires de Twitter dépend à 90 % des recettes publicitaires.

D'après le Washington Post, au premier trimestre cette année, Apple était le principal annonceur sur le réseau, avec 48 millions de dollars de dépenses, soit plus de 4 % du chiffre d'affaires trimestriel.

La lutte contre les messages problématiques (harcèlement, désinformation, discours haineux, etc) est aussi essentielle vis-à-vis des autorités (l'Union européenne impose par exemple aux plateformes de retirer rapidement les contenus illicites) et des systèmes d'exploitation mobile, soit iOS (Apple) et Android (Google).

Les deux géants peuvent bannir toute application qui ne respecte pas leurs règles sur les contenus, souvent assez vagues, avec des conséquences "catastrophiques" pour ladite application, a expliqué il y a dix jours Yoel Roth, ancien responsable de la sûreté de Twitter.

"Apple et Google ont un pouvoir énorme sur les décisions que prend Twitter", a-t-il résumé dans un éditorial publié par le New York Times. Leurs représentants "font régulièrement valoir leurs objections au sujet de certains contenus", a-t-il détaillé, conduisant "à retarder des projets et à susciter des crises qui peuvent durer des semaines ou des mois".

L'épidémie de la variole du singe se poursuit «à bas bruit»

Le Comité de veille de la situation sanitaire en France estime lundi que le scénario «le plus probable» pour la variole du singe est la poursuite d'une épidémie «à bas bruit», avec, à moyen et long terme, un risque de reprise.

En France, quelque 4 100 cas ont été enregistrés jusqu'alors pour mpox, nouvelle appellation de la maladie (de monkeypox, en anglais) annoncée lundi par l'Organisation mondiale de la santé.

À court terme, pour les plus exposés, principalement les hommes ayant des relations homosexuelles avec plusieurs partenaires, le scénario privilégié dans l'avis du Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires (Covars) est que le virus continue de circuler «à bas bruit», mais évolue vers l'élimination, si la prévention et la vaccination se maintiennent.

«Si les comportements se



relâchent et que la couverture vaccinale reste insuffisante», le comité n'exclut cependant pas un «rebond de l'épidémie». Après un pic fin août, le rythme de vaccination a fortement décliné.

À moyen et long terme, le Covars juge «peu probable» l'élimination du mpox à l'échelle internationale et envisage donc «un risque de reprises épidémiques», voire «saisonnières», en France, quand bien même l'épidémie serait contrôlée dans le pays d'ici là.

Le comité recommande de donner

la priorité à la prévention, avec une action concertée des autorités sanitaires et des associations auprès des communautés plus exposées, mais aussi avec la vaccination.

Autre axe de préconisation: la surveillance, notamment en intégrant la variole du singe dans le suivi des infections sexuellement transmissibles (IST).

«Plutôt que de réinventer la roue, le plus simple et efficace est de l'inclure dans la surveillance des IST, pour laquelle une très bonne organisation existe», a plaidé la présidente du Covars, l'immunologue Brigitte Autran.

Dernier volet de recommandations: la recherche sur la maladie, le vaccin, les traitements, mais aussi la veille chez les humains et les animaux. Le comité recommande, entre autres, d'ajouter le virus mpox aux pathogènes surveillés dans la faune, domestique et sauvage.

La Division des analystes gouvernementaux obtient le certificat ISO/IEC 17025:2017

La Government Analyst Division (GAD) a reçu le certificat ISO/IEC 17025:2017 par le Mauritius Accreditation Service (MAURITAS), au National Laboratories Complex, à Réduit.

Le ministre du Développement industriel, des PME et des Coopératives, M. Soomilduth Bholah, et le ministre de la Santé et du Bien-être, Dr Kailesh Kumar Singh Jagutpal, ainsi que d'autres personnalités éminentes étaient présents à cette occasion.

Dans son discours d'ouverture, le ministre Bholah a félicité le GAD du ministère de la Santé et du Bien-être d'avoir satisfait à toutes les exigences pour que son laboratoire impliqué dans les essais chimiques et alimentaires soit accrédité par MAURITAS, conformément à la norme ISO/IEC 17025:2017. "En effet, les efforts déployés par l'équipe du GAD ont porté leurs fruits et je suis heureux qu'une étape importante ait été franchie dans le paysage des tests alimentaires dans le pays", a-t-il déclaré.

L'accréditation, a souligné M. Bholah, est hautement considérée tant au niveau national qu'international comme un indicateur fiable de la compétence technique et fournit une reconnaissance formelle que les laboratoires d'essais, médicaux et d'étalonnage sont compétents, impartiaux et indépendants. L'accréditation est désormais de plus en plus acceptée dans le monde entier comme le mécanisme le plus transparent et le plus non discriminatoire pour garantir la compétence des laboratoires, a-t-il souligné.

En outre, le ministre a souligné qu'il est très important que les laboratoires, y compris les laboratoires d'analyse des aliments, respectent la norme ISO/IEC 17025:2017, qui est la norme internationale utilisée pour évaluer la compétence d'un laboratoire car elle fournit l'assurance que le laboratoire accrédité possède les capacités à produire des données exactes, traçables et reproductibles.

En ce qui concerne le GAD, le ministre Bholah a fait observer qu'il joue un rôle pri-



mordial dans les tests de produits régis par la loi sur l'alimentation et les réglementations connexes et qu'il a pour mandat de garantir, entre autres, que les produits alimentaires importés dans le pays sont sûrs pour la consommation humaine. "Le statut d'accréditation obtenu par GAD constitue une autre plume dans son chapeau et bénéficiera désormais d'un niveau plus élevé de crédibilité et de reconnaissance en ce qui concerne les données et les rapports de test générés par son laboratoire", a-t-il déclaré.

En outre, il a souligné que le GAD traite des questions stratégiques concernant spécifiquement la sécurité alimentaire dans ses opérations quotidiennes. "L'importance de la sécurité alimentaire ne peut être sous-estimée car si elle n'est pas bien gérée, elle peut avoir des conséquences dramatiques sur la santé humaine, la confiance des consommateurs, le développement économique et la réputation globale du pays", a déclaré M. Bholah.

Parlant de MAURITAS, le ministre Bholah a rappelé qu'il est membre signataire de l'arrangement de reconnaissance mutuelle de la coopération internationale en matière d'accréditation des laboratoires et de l'arrangement de reconnaissance multilatérale du forum international d'accréditation, qui sont tous deux des

accords multilatéraux concernant la reconnaissance des organismes d'évaluation de la conformité. La reconnaissance internationale de MAURITAS implique donc que les certificats d'essai qui sont actuellement délivrés par le laboratoire accrédité de la Division des analystes du gouvernement seraient internationalement acceptables, a-t-il souligné.

"Le GAD a maintenant rejoint avec succès le train en marche d'un total de 34 laboratoires accrédités soutenant l'économie mauricienne à travers le programme d'accréditation de MAURITAS et je suis certain qu'il contribuera efficacement à atteindre l'objectif du gouvernement pour un meilleur accès à une alimentation sûre pour la consommation par la population », a déclaré le ministre Bholah. A ce titre, il a appelé tous les laboratoires à s'engager sur la voie de l'accréditation et le public en général à faire appel aux laboratoires qui ont été accrédités.

Pour sa part, le Dr Jagutpal a donné un aperçu de l'étendue de l'activité du GAD, qui, a-t-il ajouté, est le laboratoire de chimie de son ministère ainsi qu'un guichet unique pour les analyses chimiques effectuées sur, à savoir : l'alimentation, l'alcool, eau potable, dépistage toxicologique des fluides corporels des patients en cas d'empoisonnement ; métaux lourds dans les fluides

corporels; contrôle qualité de produits pharmaceutiques; qualité de l'eau de dialyse et; qualité de la méthadone.

GAD, a-t-il souligné, travaille en étroite collaboration avec le Département de la sécurité sanitaire des aliments en santé publique, l'Unité d'ingénierie de la santé environnementale et le Laboratoire central de santé de son ministère et collabore également avec le Laboratoire de sciences judiciaires et avec l'Université de Maurice. Avec l'entrée en vigueur du Food Act 2022 et de l'Agence mauricienne des normes alimentaires, le GAD a un rôle vital à jouer pour garantir que les aliments que nous consommons sont sûrs, sains et de valeur nutritionnelle, a souligné le ministre de la Santé.

En outre, le ministre Jagutpal a indiqué que le gouvernement a réservé la région de la Côte d'Or pour la mise en place d'un laboratoire central de santé à la pointe de la technologie et que le GAD se déplacera également à Côte d'Or pour une meilleure synergie. Ce projet, d'un montant de 1,2 milliard de roupies, est au stade de l'étude de faisabilité et sera basé sur une base de construction, d'exploitation et de transfert, a-t-il informé.

Le Dr Jagutpal a souligné que cette accréditation, qui concerne deux domaines, à savoir les tests alimentaires et chimiques, prouve que le GAD dispose d'un système de gestion de la qualité acceptable et a la capacité et la compétence pour fournir des services de qualité. Avec l'obtention de l'accréditation ISO/IEC 17025:2017 par GAD, il fournira aux producteurs alimentaires locaux des certificats d'analyse internationalement reconnus qui seront également précieux pour les produits d'exportation, a-t-il souligné.

En outre, il a décrit les principes clés de cette certification qui comprennent, entre autres, être centré sur le client, plus efficace et favoriser l'amélioration continue, ce qui est conforme à la mission de son ministère de transformer les services de santé existants en un système de santé moderne et performant de qualité.

Sensibiliser la population à la pratique régulière du sport reste une priorité du gouvernement

Le gouvernement a fixé comme priorité la sensibilisation de la population à la pratique d'activités physiques régulières et a ainsi facilité l'accès au sport en mettant en place des infrastructures sportives dans de nombreuses régions de l'île, a déclaré le Premier ministre, M. Pravind Kumar Jugnauth.

Il s'exprimait lors du lancement de la première édition de la Journée familiale "Jeux interville et village", au Complexe sportif national de Côte d'Or.

Le vice-premier ministre, ministre de l'administration locale et de la gestion des risques de catastrophe, Dr Mohammad Anwar Husnood, le président des conseils de district de l'Association (ADC), M. Sudhirchandra Mahesh Kumar Soonarane, le président de l'Association des autorités urbaines (AUA), M. Magen Mootoosamy, ainsi que d'autres personnalités éminentes étaient également présents.

Le Premier ministre Jugnauth a souligné que le Family Fun Day est l'occasion de réunir toutes les autorités locales sous un même toit et d'organiser une série d'activités sportives et de loisirs avec la collaboration de chacun. L'objectif principal, a-t-il

souligné, est de créer l'amitié, de promouvoir l'unité et la fraternité entre les conseils de district et les municipalités. Il s'est réjoui de l'énorme participation du public et surtout de la jeunesse.

Il a également insisté sur l'importance d'une alimentation saine et d'un mode de vie actif pour son propre bien-être et de meilleures performances.

Parlant d'infrastructures à la pointe de la technologie, le Premier ministre a souligné que le Complexe national de la Côte d'Or est devenu un site sportif majeur, non seulement pour les athlètes d'élite mais aussi pour la population en général. Le complexe, a-t-il ajouté, deviendra plus accessible au public avec le prolongement du Métro Express de Réduit jusqu'à Côte d'Or.

Pour sa part, le vice-Premier ministre Husnood a évoqué la nécessité de pratiquer régulièrement des sports et de mener une vie saine afin de réduire les risques de maladies non transmissibles telles que le diabète, l'hypertension et les maladies cardiovasculaires.

Le gouvernement, a-t-il souligné, fait de son mieux pour rendre le sport accessible à



tous et à chacun tout en exhortant la jeunesse à bénéficier des différentes infrastructures sportives.

En ce qui concerne l'événement, il a indiqué qu'il vise à promouvoir la mise en réseau entre les autorités ; valoriser les valeurs sociales et la vie communautaire; encadrer les jeunes et mettre en valeur les talents et compétences locaux.

Le vice-Premier ministre Husnood a remercié tous les agents sociaux et le personnel des conseils de district ainsi que les municipalités pour leurs efforts dans l'organisation de l'événement. Il espère que la collaboration entre l'ADC et l'AUA apportera de plus grandes synergies au travail pour le bien-être de la population.

L'événement est une initiative de l'ADC et de l'AUA et regroupe des participants de douze autorités locales à savoir : Mairie de Port Louis ; Conseil municipal de Beau-Bassin / Rose-Hill; Conseil Municipal de Curepipe; Conseil Municipal de Quatre Bornes ; Conseil Municipal de Vacoas/Phoenix, Conseil de District de Rivière Du Rempart ; Conseil Régional de Pamplemousses; Conseil de district de Moka ; Conseil de district de Flacq ; Conseil Régional de Grand Port ; Conseil départemental de Savanne ; et Conseil de District de Rivière Noire.

Europol démantèle un "super-cartel" de la drogue, près de 50 arrestations

Europol, l'Office européen de police, a annoncé, lundi, le démantèlement d'un "super-cartel" dirigé des Émirats arabes unis (EAU), qui contrôlait "environ un tiers du commerce de la cocaïne en Europe". Près de 50 personnes ont été arrêtées entre le 8 et le 19 novembre.

Énorme coup de filet dans le milieu de la drogue. Des policiers ont démantelé un "super-cartel" qui contrôlait environ un tiers du trafic de cocaïne en Europe et arrêté plusieurs dizaines de suspects entre le 8 et le 19 novembre dans divers pays dont six d'importance à Dubaï, a annoncé, lundi 28 novembre, Europol.

Cette vaste opération internationale a permis la saisie de 30 tonnes de cocaïne, avec des arrestations en France, en Espagne, en Belgique et aux Pays-Bas, a ajouté dans un communiqué l'Office européen de police, dont le siège est aux Pays-Bas. La cocaïne venait essentiellement d'Amérique latine et transitait par les ports de Rotterdam et Anvers.

"Les barons de la drogue, considérés comme des cibles de grand intérêt par Europol, s'étaient alliés pour constituer ce qui était connu comme un 'super-cartel' qui contrôlait environ un tiers du commerce de la cocaïne en Europe", selon Europol.

"L'ampleur de l'importation de cocaïne en Europe sous le contrôle et le commandement des suspects était massive. Et plus de 30 tonnes de drogues ont été saisies par les forces de l'ordre durant les investiga-

tions", précise l'agence européenne basée à La Haye.

Selon Europol, Dubaï a arrêté deux suspects offrant un "grand intérêt" liés à la France, deux autres liés aux Pays-Bas et deux liés à l'Espagne. Outre les six arrestations à Dubaï, treize personnes ont été arrêtées en Espagne, six en France et dix en Belgique. Parallèlement, quatorze personnes avaient été arrêtées en 2021 aux Pays-Bas dans le cadre de la même opération, selon Europol.

"Un très très gros poisson"

Toutes ces arrestations interviennent après l'opération "Sky ECC", le démantèlement début 2021 d'un réseau de communication crypté, utilisé par des organisations criminelles avec une application et des téléphones sécurisés commercialisés par une société canadienne, Sky Global. Un millier d'arrestations avaient déjà eu lieu dans la foulée, notamment celle d'un baron colombien.

Le parquet néerlandais a indiqué qu'il comptait demander auprès des Émirats arabes unis l'extradition des deux suspects liés aux Pays-Bas arrêtés à Dubaï. L'un est un homme âgé de 37 ans avec la double nationalité néerlandaise et marocaine, accusé d'avoir importé des milliers de kilogrammes de cocaïne aux Pays-Bas en 2020 et 2021. L'autre suspect néerlandais arrêté à Dubaï est un homme âgé de 40 ans qui a également la nationalité bosnienne, selon le parquet.



"L'un des suspects néerlandais est un très très gros poisson", a dit à l'AFP une source d'Europol sous condition de l'anonymat.

Les deux suspects néerlandais sont présumés liés à Ridouan Taghi, arrêté à Dubaï en 2019 et actuellement jugé aux Pays-Bas, a ajouté cette source. Taghi est présumé avoir géré un énorme réseau de trafic de cocaïne basé à Amsterdam et fait face à plusieurs accusations, en particulier de meurtre.

En Espagne, la Garde civile a indiqué

qu'au total 13 personnes avaient été arrêtées à Barcelone, Madrid et Malaga le 8 novembre après la découverte de 698 kilogrammes de cocaïne dans un conteneur au port de Valence.

Après une tentative d'arrestation en Espagne, le chef de ce trafic, un Britannique, s'était enfui à Dubaï d'où il continuait à diriger les opérations, a-t-elle ajouté dans un communiqué, précisant que la cocaïne provenait du Panama et que son fournisseur, un Panaméen, vivait également à Dubaï.

France :

La motion de censure de La France Insoumise rejetée

Élisabeth Borne avait déclenché, pour la sixième fois en un mois, l'article 49.3 de la Constitution, ce vendredi, à l'Assemblée nationale

La motion de censure déposée par La France Insoumise (LFI) contre le gouvernement a été rejetée, ce lundi, à l'Assemblée nationale.

La motion présentée en réaction au déclenchement de l'article 49.3, par la Première ministre Élisabeth Borne, vendredi dernier, n'a pu recueillir que 93 voix dans un hémicycle clairsemé alors que 289 voix étaient requises.

Les élus du Rassemblement national (RN), qui avaient voté en faveur de plusieurs motions de censure déposées par LFI et la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes) ont choisi, ce lundi, de s'abstenir.

Pour rappel, Élisabeth Borne, avait déclenché, pour la sixième fois en un mois, l'article 49.3 de la Constitution, ce vendredi, à l'Assemblée nationale, pour faire adopter en nouvelle lecture le budget 2023 de la Sécurité sociale, sans le vote de l'Assemblée nationale.

La cheffe du gouvernement avait déjà employé cette arme constitutionnelle le 19 octobre dernier pour faire adopter la première partie du budget 2023 (Projet de loi de finances / PLF 2023).

Elle y avait eu recours à nouveau le lendemain pour faire adopter les trois premières parties du projet de loi de finances de la Sécurité sociale (PLFSS), mais aussi le 26 octobre pour faire adopter l'entièreté du Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), et le 2 novembre, pour faire adopter la seconde partie du projet de loi de finances (PLF) pour 2023, ainsi que lundi dernier pour faire adopter la partie recette du PLFSS 2023.

Élisabeth Borne a dégainé cette arme

constitutionnelle, ce vendredi, pour faire adopter le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) modifié par les sénateurs et adopté le 15 novembre dernier.

L'opposition de gauche et d'extrême droite avait déposé plusieurs motions de censure, au cours du mois d'octobre, en réaction à ces déclenchements de l'article 49.3. Aucune des motions n'avait réussi à obtenir la majorité requise (289 voix sur 577 députés).

Dernière en date, la motion de censure de la France Insoumise (LFI), déposée vendredi en réaction au déclenchement du 49.3, lundi dernier, par la Première ministre, avait également été rejetée. Elle n'avait pu recueillir que 85 voix dans les rangs de la gauche parlementaire, très loin de la majorité absolue requise pour provoquer la démission du gouvernement et le rejet de la partie recette du budget de la sécurité sociale.

49.3 et motion de censure

Selon l'alinéa 3 de l'article 49 de la Constitution française, "le Premier ministre peut, après délibération du conseil des ministres, engager la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un projet de loi de finances ou de financement de la sécurité sociale. Dans ce cas, ce projet est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée dans les conditions prévues à l'alinéa précédent [49.2]. Le Premier ministre peut, en outre, recourir à cette procédure pour un autre projet ou une proposition de loi par session".

Selon l'alinéa 2 de l'article 49 de la



Constitution, les oppositions peuvent contrer cette décision de « 49.3 », si elles déposent puis font adopter une motion de censure qui doit réunir les signatures d'un dixième au moins des députés (soit 58) dans un délai de vingt-quatre heures.

Si la majorité absolue des députés vote la motion dans les 48 heures suivant son dépôt, elle sera adoptée, ce qui signifie que le projet de loi est rejeté et que le gouvernement se voit obligé de démissionner.

Aucune majorité absolue

Pour rappel, l'alliance gouvernementale ne dispose que d'une majorité relative (249 sièges sur 577) au Palais Bourbon, lui rendant impossible de faire valider les projets de loi sans le soutien d'un autre groupe parlementaire, notamment du groupe Les Républicains (LR), qui refuse toute alliance.

Il est à rappeler que l'alliance Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes), composée de La France Insoumise (LFI), d'Europe Écologie Les verts (EELV), du Parti socialiste (PS) et apparentés, ainsi que du Groupe de la Gauche démocrate et républicaine, dispose

de 147 députés, soit un nombre insuffisant à obtenir la majorité absolue (289 députés sur 577) requise pour faire adopter une motion de censure.

Le groupe Rassemblement national (RN) au Palais Bourbon, compte 89 députés.

Ainsi, de la même façon que le gouvernement ne peut constituer une majorité absolue dans l'Hémicycle sans les 62 députés du Groupe Les Républicains et apparentés, aucune motion de censure ne peut être adoptée sans le soutien du parti de droite.

Le mois dernier, la Première ministre française, Élisabeth Borne, avait évoqué la possibilité d'une dissolution de l'Assemblée nationale et d'élections législatives anticipées, en cas de blocage durable de la part des députés.

En septembre, le président de la République, Emmanuel Macron, avait brandi également la menace d'une dissolution de l'Assemblée nationale si celle-ci ne parvenait pas à faire adopter la réforme des retraites en janvier prochain.

En Chine, la tolérance zéro des manifestants pour le «zéro Covid»

Des milliers de Chinois sont descendus dans les rues de plusieurs métropoles du pays depuis samedi pour protester contre la sévérité de la politique du "zéro Covid". Une colère tournée directement vers le pouvoir central, ce qui en fait un phénomène rare en Chine, politiquement dangereux pour le pouvoir.

Pékin, Shanghai, Urumqi, Wuhan, Chengdu ou encore Xi'an... Des milliers des manifestants protestent, depuis samedi 26 novembre, dans plusieurs grandes métropoles chinoises de plus de 10 millions d'habitants, contre le maintien des mesures draconiennes de lutte contre le Covid.

Les dizaines de vidéos sur les réseaux sociaux montrant la foule en colère brandissant des feuilles blanches pour dénoncer la censure de toute critique de la politique "zéro Covid" et réclamant un retour à la vie normale ont fait le tour du monde. Sur certaines d'entre elles, quelques rares manifestants ont même osé appeler à la démission du président chinois, Xi Jinping, en personne.

L'ombre des manifestations de 1989

De très inhabituels signes de défiance envers l'autorité suprême du dirigeant communiste, qui ont poussé certains commentateurs à comparer ces manifestations à celles de Tiananmen en 1989, réprimées à l'époque dans le sang par le régime.

"Un parallèle qui peut se comprendre car, ici aussi, il y a des étudiants de plusieurs grandes universités qui participent aux manifestations comme à la fin des années 1980", souligne Marc Lanteigne, sinologue à l'Université Arctique de Norvège. Des centaines d'entre eux se sont même rassemblés devant la Tsinghua University de Pékin, où Xi Jinping a étudié et qui est "pour autant connu pour être conservatrice et loyaliste envers le régime", précise cet expert. Pour autant, au-delà de ce point commun "la comparaison a de sérieuses limites", assure Marc Lanteigne.

"Le contexte de l'époque - marqué par la surchauffe économique et une certaine libéralisation de l'économie - n'a rien à voir avec celui d'aujourd'hui, emprunt de ralentissement économique et d'un raidissement idéologique du régime. À la fin des années 1980, la Chine a connu un mouvement de revendication, alors qu'aujourd'hui ce sont



des manifestations d'exaspération", résume Laurent Malvezin, spécialiste de la politique chinoise et cofondateur de Sinopole, un centre de ressources sur la Chine.

Ce mouvement n'en demeure pas moins d'un autre acabit que "les dizaines d'autres manifestations ces dernières années contre les conditions de travail et de vie à travers la Chine", soutient Marc Lanteigne. En effet, malgré l'image que la Chine a sur la scène internationale d'un pays où l'ordre public est assuré sur tout le territoire d'une main de fer, "c'est loin d'être nouveau que des Chinois descendent dans la rue pour manifester", ajoute Laurent Malvezin.

En revanche, ces manifestations se déroulaient jusqu'à présent exclusivement "dans des régions plus rurales ou des villes de taille moindre que Shanghai ou Pékin", note Marc Lanteigne.

Les rassemblements de ce week-end sortent aussi du lot par "l'emploi de slogans qui visent directement le régime central et non pas les autorités locales comme c'est traditionnellement le cas lors de ce type de rassemblement", précise Laurent Malvezin.

Autrement dit, le pouvoir n'a pas la possibilité de faire sauter un fusible local pour calmer la rue.

Les carottes traditionnelles n'ont pas suffi

C'est donc une nouvelle sorte de création sociale qui a pris possession des rues. Et pour l'instant, les outils traditionnels du pouvoir pour s'acheter la paix sociale n'ont pas suffi à l'approivoiser. Des primes ont ainsi été offertes aux ouvriers d'une gigasusine de Foxconn qui protestent depuis plus d'un mois contre des conditions de travail

très détériorées à cause des restrictions liées à la politique "zéro Covid". Cela n'a pas empêché ces petites mains qui assemblent les iPhone du monde entier de continuer à manifester.

Dans la région du Xinjiang (nord-ouest de la Chine), les autorités ont promis en vain une levée "par phase" du confinement dans la capitale régionale d'Urumqi. Une décision prise en urgence après qu'un incendie dans un bloc d'immeuble a entraîné, jeudi 24 novembre, la mort d'une dizaine de personnes. Dans la foulée de la tragédie, des manifestations ont éclaté pour dénoncer l'application aveugle des règles de confinement qui auraient empêché les secours d'intervenir à temps. L'annonce de la fin progressive des restrictions n'a pas calmé la colère.

C'est d'ailleurs ce drame qui semble "avoir été l'étincelle qui a mis le feu aux poudres" dans le reste du pays, estime Marc Lanteigne. Mais la marmite sociale était en effet sur le point de déborder depuis un certain temps.

Il y a eu d'autres tragédies liées aux confinements à répétition imposés depuis près de trois ans dans les villes chinoises pour stopper la propagation du Covid, raconte le chaîne américaine CNN. "La frustration n'a fait que s'accumuler au sein de la population", constate Marc Lanteigne.

Lors du 20e Congrès du Parti communiste chinois - qui s'est déroulé du 16 au 22 octobre - et juste après, il a ensuite été question de desserrer un peu les vis de la politique "zéro Covid", mais "la population n'a rien vu venir, ce qui a nourri un peu plus la colère", abonde le sinologue de l'univer-

sité Arctique de Norvège.

Enfin, les Chinois ont vu à l'occasion de la retransmission du mondial au Qatar que le reste du monde avait commencé à coexister avec le virus, sans masque et sans confinement. "Soudain, le discours du Parti communiste affirmant que la politique du 'zéro Covid' permettait à la Chine de s'en sortir mieux que dans d'autres pays prenait l'eau", résume Marc Lanteigne.

Dans ces conditions, le pouvoir pourra difficilement éteindre la contestation en distribuant quelques carottes à des ouvriers et citoyens au bout du rouleau.

La fin du "zéro Covid" ?

Les experts interrogés par France 24 jugent que c'est la politique du "zéro Covid" qui risque de devoir être sacrifiée. "Le gouvernement central voulait lever les restrictions progressivement d'ici le printemps 2023, mais là, les autorités vont devoir accélérer les choses", estime Marc Lanteigne.

Pour Laurent Malvezin, ces manifestations semblent même "tolérées" par le pouvoir "tant qu'elles restent sous contrôle" afin d'accompagner et justifier les "ajustements" à venir de la politique sanitaire controversée. Il en veut pour preuve la retenue des policiers sur la plupart des vidéos qui circulent, alors que les manifestants s'en prennent quand même à une politique revendiquée et assumée depuis trois ans par Xi Jinping.

"La plupart des manifestations ont débuté après la première réunion du nouveau Bureau politique, le 11 novembre, qui a permis d'évoquer la nécessité d'aménagement de la politique du 'zéro Covid'", souligne Laurent Malvezin. En ouvrant officiellement cette porte, le pouvoir central savait que la population allait comprendre qu'il est désormais possible de critiquer (jusqu'à un certain point) le redouté "zéro Covid". En ce sens, la contestation aurait "été anticipée" par le régime, estime cet expert de la politique chinoise.

Reste à savoir si ce mouvement échappera au contrôle de Pékin. Pour Laurent Malvezin le risque est réduit. Pas si sûr, d'après Marc Lanteigne, qui estime que si les manifestants des diverses grandes villes arrivent à se coordonner et que le mouvement ne faiblit pas, le risque d'un dérapage policier augmentera. Auquel cas, la contestation pourrait devenir beaucoup plus politique. Et peut-être qu'il n'y aurait alors pas seulement quelques rares manifestants qui appelleraient à la démission de Xi Jinping.

Juventus Turin. La totalité du conseil d'administration, dont le président Agnelli, démissionne

En proie à d'importantes difficultés sportives et financières, la Juventus Turin a vu son conseil d'administration démissionner dans son intégralité. Le président Andrea Agnelli, connu pour être un défenseur du projet de Super League, quitte ses fonctions.

La totalité des membres du conseil d'administration de la Juventus Turin, y compris son président Andrea Agnelli, ont présenté leur démission, annonce le club italien dans un communiqué lundi soir.

Le directeur général, Maurizio Arrivabene, a été chargé de rester en place et d'expédier les affaires courantes le temps qu'un nouveau conseil soit constitué, précise le club.

Un exercice 2022-2023 qui a mal démarré

Les Bianconeri traversent en tout cas

une saison 2022-2023 très compliquée. La Vieille Dame n'est pas parvenue à s'extirper d'une poule pourtant abordable en Ligue des champions avec le PSG, le Benfica Lisbonne et le Maccabi Haïfa et disputera les seizièmes de finale de Ligue Europa face au FC Nantes. En championnat, les joueurs de Massimiliano Allegri ont connu un démarrage poussif avant de bien régler la mire quelques semaines avant la trêve hivernale liée à la Coupe du monde au Qatar. S'ils restent sur cinq victoires consécutives, ils ne pointent qu'à la 3e place, à déjà dix unités du leader napolitain.

Le conseil, dont font partie Andrea Agnelli et son vice-président Pavel Nedved, a démissionné en « considérant la centralité et la pertinence des questions juridiques et technico-comptables en suspens », une allusion à l'enquête que mène la justice italienne depuis plus d'un an.



Le parquet de Turin s'intéresse à la pratique, que la Juve a multipliée, des « faux échanges » de joueurs : des ventes croisées avec d'autres clubs, sans échange d'argent mais permettant d'inscrire des plus-values dans les bilans. Les magistrats ont chiffré ces plus-values « fictives » à

quelque 155 millions d'euros entre 2018 et 2021, selon les médias.

Le club, coté en Bourse, aurait en outre caché à ses investisseurs l'existence d'accords privés avec des joueurs, dont l'attaquant vedette portugais Cristiano Ronaldo, pour régler certains salaires en différé. À ces déboires judiciaires s'ajoutent des problèmes financiers. L'élimination prématurée de la Vieille Dame en Ligue des champions va engendrer un manque à

gagner de quelque 20 millions d'euros, selon le site Calcio e Finanza.

Le club, dans le rouge ces cinq dernières années, avait enregistré la saison dernière 255 M EUR de pertes : un déficit record dans le football italien.

Pour le premier ministre britannique, «l'âge d'or» avec la Chine est terminé

Le premier ministre britannique Rishi Sunak a estimé lundi soir que «l'âge d'or» entre le Royaume-Uni et la Chine était terminé, prônant une approche plus pragmatique face au «défi systémique» posé par Pékin après l'arrestation à Shanghai d'un journaliste de la BBC.

«Soyons clairs, le fameux "âge d'or" est terminé, tout comme l'idée naïve que le commerce mènera automatiquement à des réformes politiques et sociales», a asséné Rishi Sunak en référence au réchauffement des relations sino-britanniques à partir de 2015 sous David Cameron.

Pour son premier grand discours de politique étrangère prononcé à Guildhall, le palais de la City de Londres, le premier ministre a estimé que la Chine représentait désormais «un défi systémique pour nos valeurs et nos intérêts, un défi de plus en plus criant tandis que le pays évolue vers un autoritarisme encore plus grand».

Ses propos interviennent après l'arrestation et les violences policières à l'encontre d'un journaliste de la BBC qui couvrait des manifestations à Shanghai.

La BBC a affirmé dimanche soir que son journaliste Ed Lawrence avait été «arrêté et menotté pendant qu'il couvrait les manifestations à Shanghai». Selon le géant audiovisuel britannique, «il a été battu et frappé par la police» avant d'être relâché.

Déclenchée par la mobilisation contre les confinements et les restrictions imposées par les autorités pour lutter contre l'épidémie de coronavirus, la colère qui gronde en Chine semble inédite depuis les manifestations prodémocratie réprimées dans le sang en 1989.

Approche pragmatique

«Au lieu d'écouter les protestations de son peuple, le gouvernement chinois a choisi de sévir davantage, notamment en agressant un journaliste de la BBC», a dénoncé le premier ministre.

«Les médias - et nos parlementaires - doivent pouvoir mettre en lumière ces questions sans être sanctionnés», a-t-il insisté.

La BBC a expliqué qu'elle n'avait eu «aucune explication ou excuse officielle des autorités chinoises, au-delà d'une affirmation des fonctionnaires, qui l'ont ensuite libéré, qu'ils l'avaient arrêté pour son propre bien au cas où il aurait attrapé le Covid (au milieu) de la foule». «Nous ne considérons pas cela comme une explication crédible.»

Pékin a assuré lundi que M. Lawrence ne s'était pas identifié en tant que journaliste «et n'a volontairement pas présenté son accréditation de presse», selon Zhao Lijian, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

L'incident ne fait qu'envenimer des relations déjà tendues entre Pékin et Londres, sur fond de vives critiques du Royaume-Uni notamment sur la reprise en main de Hong Kong par la Chine et d'incidents récents sur le sol britannique.

Mais si le premier ministre a affirmé vouloir faire «évoluer» l'approche du



Royaume-Uni vis-à-vis du pays asiatique, il ne faut pas «ignorer» selon lui «la place de la Chine dans les affaires mondiales».

Plus tôt lundi, le porte-parole du chef du gouvernement avait qualifié de «choquante et inacceptable» l'arrestation du journaliste. «Mais ça ne signifie pas que nous ne chercherons pas à avoir des relations constructives avec la Chine sur les autres questions» comme la lutte contre le réchauffement climatique ou l'économie.

«Menace numéro 1»

Un discours qui semble s'être atténué alors que M. Sunak avait qualifié la Chine de «menace numéro 1» pour le Royaume-Uni lors de la campagne qui l'a mené à Downing Street.

Le Royaume-Uni a été récemment mar-

qué par les violences subies par un militant prodémocratie de Hong Kong au consulat de Chine à Manchester (Nord) et par les informations d'une ONG espagnole selon lesquelles Pékin aurait ouvert des postes de police clandestins dans plusieurs pays occidentaux, notamment sur le sol britannique.

Réagissant à l'arrestation de M. Lawrence, le secrétaire d'État britannique à la Sécurité, Tom Tugendhat, a estimé que l'affaire faisait écho à la «répression» que le parti communiste chinois tente de mettre en oeuvre «ailleurs».

«Les tentatives de répression d'Etat ici au Royaume-Uni nous rappellent le besoin urgent de défendre nos propres libertés», a-t-il tweeté.

Mexique: le président Obrador dans la rue pour une démonstration de force

Le président mexicain, Andrés Manuel López Obrador, est exceptionnellement descendu dans la rue dimanche à Mexico en soutien à sa propre politique, une démonstration de force face à ses opposants avec en ligne de mire la prochaine élection prévue en 2024.

Le président de gauche nationaliste, très populaire après quatre ans au pouvoir, est arrivé un peu après 09H00 (14H00 GMT) au milieu d'une cohue de plusieurs milliers de personnes sur le paseo de la Reforma, en centre-ville.

«Je viens parce que je veux clairement soutenir López Obrador», a indiqué à l'AFP Ramon Suarez, un électricien de 33 ans.

«Il a fait ce qu'aucun président n'a fait pour les pauvres, même s'il doit améliorer quelques points, comme l'insécurité. Mais cela ne se fait pas du jour au lendemain», a-t-il ajouté.

«J'aime la manière de gouverner d'AMLO (les initiales et le surnom du président)», s'est enthousiasmée Alma Perez, une éducatrice de 35 ans, venue de l'État de Guerrero (sud).

«Je n'écoute pas les critiques qui lui sont faites. Elles n'ont aucune raison d'être. Par exemple, la violence n'a pas commencé avec lui», a-t-elle ajouté, en référence aux dizaines de milliers d'homicides que le Mexique continue d'enregistrer chaque année (33 308 en 2021).

«J'invite tout le peuple» à participer à ce moment «historique», avait déclaré samedi le chef de l'État de 69 ans, qui dispose de 60 % d'opinions favorables d'après des enquêtes d'opinion.

À l'issue de la marche, le président López Obrador, en fonction depuis le 1er décembre 2018, doit prendre la parole pour présenter le bilan de ses quatre ans au pouvoir sur le Zocalo, la plus grande place du Mexique.

Il y a deux semaines, plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient défilé à Mexico contre son projet de



réforme électorale.

«Montrer ses muscles»

Volontiers clivant et adepte de la «polarisation» politique, le président avait estimé que les manifestants défendaient en fait «le racisme, le classisme et la corruption».

AMLO affirme que son propre rassemblement n'est pas une réponse à l'opposition, mais une façon de «célébrer des progrès dans la transformation du ».

Il veut «montrer ses muscles», estime Fernando Dworak, analyste à l'Institut technologique autonome de Mexico (ITAM), joint par l'AFP.

«L'opposition a commis une grave erreur en croyant qu'elle pouvait vaincre le président dans la rue», a-t-il poursuivi.

Aucune estimation de participation n'était encore disponible dimanche matin.

La mobilisation de dimanche intervient à moins de deux ans de la prochaine élection présidentielle de 2024 (le chef de l'État au Mexique est élu pour un mandat unique de six ans).

Deux possibles dauphins du président mexicain

marchent avec lui, la maire de Mexico Claudia Sheinbaum et le ministre des Affaires étrangères Marcelo Ebrard.

López Obrador «veut continuer de mobiliser» pour maintenir son parti, Morena, au pouvoir, selon Fernando Dworak.

«Il sait que pour gagner une élection, il est nécessaire de disposer d'une machine bien huilée, qui fonctionne tout le temps», ajoute un chercheur de l'université technologique de Monterrey, Gustavo López.

Projet de réforme électorale

Outre la popularité d'AMLO, Morena (Mouvement pour la régénération nationale) est en position de force face à un bloc d'opposition qui regroupe le PRI, l'ancien parti au pouvoir pendant 70 ans, le PAN (droite) et le PRD (gauche).

Cette alliance s'est récemment divisée, avant de retrouver son unité contre le projet de réforme électorale du gouvernement.

La réforme prétend changer les règles de fonctionnement de l'Institut national électoral (INE) pour que ses membres soient élus, et non plus choisis par les partis.

Elle prévoit également de réduire la taille de l'INE, ainsi que le nombre des membres du Parlement (les députés passeraient de 500 à 300, et les sénateurs de 128 à 96).

Ses détracteurs accusent AMLO de vouloir en finir avec l'«indépendance» de l'INE, qui supervise l'organisation des élections depuis sa création en 1990.

Le président accuse l'INE d'avoir couvert des fraudes présumées lors des élections de 2006 et de 2012 qu'il a perdues.

Le président a besoin d'une majorité des deux tiers au Parlement pour l'approbation de cette réforme, car il s'agit d'une réforme constitutionnelle.

L'opposition accuse également le président mexicain d'autoritarisme et de vouloir «militariser» le pays. AMLO a de fait confié à l'armée plusieurs grands chantiers ainsi que des tâches de sécurité publique dans un pays qui n'arrive pas à sortir de la violence du narcotrafic.

Mondial-2022 : le Portugal prend le meilleur sur l'Uruguay et file en 8es de finale

Le Portugal a signé une précieuse victoire 2 à 0 contre l'Uruguay, lundi. Grâce à deux buts de Bruno Fernandes, il se qualifie pour les huitièmes de finale de la Coupe du monde.

Et de trois ! Après la France et le Brésil, le Portugal est devenu, lundi 28 novembre, la troisième sélection à se qualifier pour les huitièmes de finale, grâce à une victoire 2 à 0 contre l'Uruguay.

Dès le début du match, le Portugal s'est arrogé le monopole du ballon. Cristiano Ronaldo se met en valeur dès les premières minutes en remisant de l'épaule vers Carvalho dont la lourde fuit le cadre de Rochet (3e). Cependant, passé ce coup de génie technique, les Portugais s'enlisent dans une domination stérile et peinent à se procurer des occasions.

Du côté de l'Uruguay, ce sont les attaquants qu'on a du mal à trouver, asphyxiés par les milieux portugais. C'est tout de même Betancur qui se procure la première occasion franche du match. Le milieu de terrain uruguayen élimine d'une feinte trois adversaires et se présente devant Costa. Le gardien portugais est auteur d'une parade décisive et un peu chanceuse (32e).

CR7 répond à la Celeste. Sur un centre venu de la droite, Cristiano Ronaldo contrôle de la poitrine à gauche dans la surface mais ne parvient pas à enchaîner. La défense uruguayenne fond sur lui pour contrer le ballon



(37e).

Le Portugal encaisse un coup dur avant la pause : la sortie de Nunos Mendes, l'un de ses meilleurs joueurs sur la pelouse depuis le début de la rencontre. Le latéral gauche avait alors déjà touché 41 ballons (deuxième meilleur total) et réussi 23 de ses 25 passes tentées. Le Parisien sort les larmes aux yeux.

Intrusion d'un supporter sur la pelouse

Le début de la seconde mi-temps est animé par l'intrusion sur le terrain d'un supporter arborant un drapeau arc-en-ciel et un T-Shirt en soutien à l'Ukraine et aux manifestations iraniennes. L'arbitre interrompt le jeu le temps qu'il soit évacué. Le Portugal frappe peu après. CR7 tente de reprendre un centre fuyant de Bruno Fernandes depuis le côté gauche. Le ballon finit dans les filets de l'Uruguay (54e, 1-0). Si Cristiano Ronaldo célèbre, c'est bien le centreur qui a inscrit le but.

Cavani manque de remettre les pendules à l'heure dans

la foulée. Varela centre depuis le côté droit, mais la reprise de l'ancien Parisien est manquée et fuit le cadre (56e). Darwin Núñez prend sa chance également mais Costa capte (60e).

L'Uruguay pousse pour égaliser. L'entrant Gomez reprend instinctivement une passe venue de la droite et surprend Costa, qui ne doit son salut qu'au poteau (75e). Puis un coup franc de De Arrascaeta sème le chaos dans la défense portugaise. Luis Suarez, qui vient également de faire son entrée, reprend mais le ballon termine dans le petit filet (78e). C'est cependant le Portugal et Bruno Fernandes qui finissent par doubler la mise sur un penalty (90e+2).

Douze ans après sa belle troisième place, l'Uruguay n'y arrive pas en Coupe du monde. Il lui reste toutefois une chance de se qualifier pour les huitièmes de finale. Il faudra une victoire contre le Ghana, des Black Stars que la Celeste avait éliminés en quarts de finale dans un match controversé.

Le Brésil évite le piège suisse et se qualifie pour les huitièmes

Le Brésil a réussi à éviter le piège tendu par la Suisse, lors de son deuxième match dans le Mondial-2022, en battant les Helvètes (1-0), lundi, au stade 974, à Doha. La Seleçao, à la peine offensivement en première mi-temps, a fini par trouver la faille du coffre-fort suisse grâce à un superbe but de Casemiro et s'est qualifiée pour les huitièmes de finale.

Opposés à la Suisse pour son deuxième match de Coupe du monde, au Qatar, la Seleçao a longtemps été neutralisée, lundi 28 novembre, par des Helvètes courageux et volontaires, qui semblaient déterminés à ne pas perdre, avant de craquer sur un but signé Casemiro.

Après un round d'observation interminable d'un quart d'heure, Brésiliens et Suisses sont rentrés dans un match resté globalement fermé au cours de la première mi-temps. Privés de Neymar, blessé à la cheville, les Auriverde se sont heurtés à un adversaire décidé à les presser haut.

Il faut attendre la 27e minute pour voir la première occasion nette à mettre au crédit du Brésil. C'est Vinicius Junior, qui, à la réception d'un centre flottant de Raphinha, manque sa reprise et frappe le ballon du tibia vers le but de Sommer, obligé de détourner en corner.

Une frappe cadrée du remuant Raphinha peine ensuite à inquiéter un Yann Sommer bien placé au centre de son but (31e). Elle a toutefois le mérite de souligner la légère domination brésilienne, qui reste cependant stérile.

Les deux équipes retournent aux vestiaires au terme de cette première période fermée et qui voit les Brésiliens, malgré de bonnes intentions, pêcher dans le secteur créatif. Sans leur maître à jouer, ils déçoivent et ne parviennent pas à suspendre une Nati disciplinée et concentrée.

Casemiro libère la Seleçao

En deuxième période, la Seleçao qui a fait entrer Rodrygo à la place de Lucas Paqueta affiche des intentions un peu plus offensives. Mais ce sont les Suisses qui se montrent dangereux en premier, à la 53' sur un centre signé Widemer côté droit détourné in extremis par Alex Sandro devant son but.

Le Brésil met un terme au bref temps fort helvète en s'offrant une grosse occasion à la 56e. Alerté par Vinicius Jr d'un centre de l'extérieur du pied droit, Richarlison, lancé plein axe vers le but de Sommer manque de peu de reprendre le ballon d'une manière acrobatique.

À la 64e, le Brésil pense avoir trouvé la faille grâce à Vinicius Jr, lancé côté gauche par Casemiro et parti tromper Yann Sommer du plat du pied. Fausse joie pour la Seleçao. Alerté par la VAR, l'arbitre annule le but pour un hors-jeu de Richarlison au départ de l'action.



Le match s'ouvre enfin, les deux équipes mettant plus de rythme et d'envie. Les Auriverde repartent à l'assaut du but suisse, mais s'exposent à des contres helvètes en laissant de gros espaces derrière son milieu de terrain.

Tite change ses plans offensifs et lance à un quart d'heure de la fin Gabriel Jésus et Antony à la place de Richarlison et Raphinha pour redynamiser son attaque.

Et alors qu'on semblait se diriger vers un match nul, la Seleçao ouvre la marque à la 83e grâce à une reprise en demi-volée signée Casemiro, servi du talon par Rodrygo, qui ne laisse aucune chance à Yann Sommer impuissant sur sa ligne. Une superbe réalisation qui réveille la sélection brésilienne qui continue à attaquer pour se mettre à l'abri. À la 87e, Rodrygo trouvé côté gauche, envoie une grosse frappe que Yann Sommer parvient à repousser alors qu'elle prenait la direction de sa lucarne droite.

La Seleçao, qui termine la partie dans le camp suisse, tente de doubler la mise durant les arrêts de jeu, mais rate le coche par manque de lucidité. Sans conséquence, puisqu'au coup de sifflet final, le Brésil est assuré de disputer les huitièmes de finale.

NOTICE UNDER SECTION 311(2) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that ST GEORGES COURT LTD, a Domestic Company having its registered office at Level 5, Alexander House, 35 Cybercity, Ebene is applying to the Registrar of Companies, for the removal of the company from the Register under Section 309(1d) of the Companies Act 2001, on the following ground :

The company has ceased its operation, has discharged in full its liabilities to all its known creditors and has distributed its surplus assets in accordance with its constitution and the Companies Act 2001.

Objections to the removal, if any, should be made to the Registrar of Companies not later than 28 days after the date of the notice.

Dated this 22.11.2022

Englewood Secretarial Services Ltd
Secretary

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION NOTICE FOR PERMISSION FOR LANDUSE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that I, Mr Vishalsingh Bamma will apply to the Pamplemousses District Council for a Building and Land Use Permit for a proposed conversion of an existing residential building (First Floor) into Other accommodations e.g. workers hostels boarding houses, dormitory ...etc, situated at Lot No. 121, Lemon Street, (Ex Rouillard Lane), Tombeau Bay.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named District Council within 15 days as from the date of this publication.

Dated this 29/11/2022

NOTICE UNDER SECTION 304(a) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that Chart Properties Limited (the "Company"), an Authorised Company, having its Registered Office at 5th Floor, Ebene Esplanade, 24 Cybercity, Ebene, Mauritius, after 28 days from the date of publication of this notice, to apply to the Registrar of Companies for the Company to be removed from the Register of Companies under Section 302 of the Companies Act 2001 for the purposes of becoming registered or incorporated under the International Business Companies Act, 2016 in force in the Seychelles.

Dated this 28th day of November 2022

International Proximity
Registered Agent

THE BUILDING AND LAND USE PERMIT GUIDE 24. NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that I Montebello Retail Ltd will apply to the District Council of PORT LOUIS for a Building and Land Use Permit for a proposed commercial complex with the following activities - supermarket, Hardware shops, Food court, Restaurant, lounge, Retail outlets, sport & leisure activities (bowling), Pharmacy, medical services, petshop, office and services (telecom, banking, insurance) at MONTEBELLO.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 24 Nov 2022

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that C-Care (Mauritius) Ltd trading as C-Lab will apply to the District Council of Mahebourg for a Building and Land Use Permit for the proposed placement of a semi-permanent structure for the purpose of providing medical laboratory sample collection and medical consultation services, on the plot situated at Royal Road, Beau Vallon, Mahebourg alongside A10 road.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 30 November 2022

FOOT NEWS

Mondial-2022 : le Ghana vient à bout de la Corée du Sud au terme d'un match complètement fou

Au terme d'un match riche en rebondissements, le Ghana a battu la Corée du Sud (3-2), à l'Education City Stadium de Doha, et se relance pour une qualification en huitièmes de finale. Malgré leur courage et leur détermination, les Guerriers Taeguk ont laissé passer leur chance et joueront leur avenir contre le Portugal.

La Corée du Sud a entamé le match en partant à l'assaut du but ghanéen, s'offrant même une première incursion au terme d'une contre-attaque dangereuse à la troisième minute. Un avertissement sans conséquence pour les Black Stars, un peu secoués par l'entame de match dynamique de leurs adversaires, guidés par l'intenable Son Heung-min, la star de l'équipe.

Avec ses coéquipiers, Son Heung-min sème à plusieurs reprises le chaos dans la défense ghanéenne, prise à la gorge et qui repousse tant bien que mal les vagues coréennes qui déferlent tout au long des 12 premières minutes.

Les Black Stars laissent passer l'orage et font le break

Bousculés, les Ghanéens sortent enfin la tête de l'eau au quart d'heure de jeu, le temps que les Coréens reprennent leur souffle. Une accalmie de courte durée, les Coréens repartent de l'avant et obtiennent leur 7e corner à la 17e, sans pour autant en profiter.

Une domination sans partage mais infructueuse sanctionnée par les Ghanéens, qui ouvrent le score contre le cours du jeu, à la 24e, par le défenseur Mohammed Salisu. Ce dernier reprend victorieusement un ballon envoyé dans la surface coréenne à la suite d'un coup franc obtenu à gauche du but adverse.

Au lieu de gérer leur avance, les Ghanéens, galvanisés par leur but, en profitent pour faire le break pendant que les Coréens essaient de retrouver leurs esprits. Le deuxième but est signé Mohammed Kudus qui, à la réception d'un centre bien travaillé de Jordan Ayew au second poteau, s'élève dans la zone de but et effleure le ballon de la tête



pour tromper Kim Seung-Gyu, le gardien sud-coréen.

Le scénario est cruel pour Son Heung-min et les siens, sonnés par des Ghanéens impitoyables qui se contentent de gérer leur avance jusqu'à la pause, en ne concédant qu'une seule occasion, une frappe enroulée de Jung Woo-Young qui passe au-dessus du but de Lawrence Ati Zigi.

La Corée se rebiffe... en vain

Au retour des vestiaires, malgré leur avance au score, les Ghanéens reviennent avec des intentions offensives et s'installent dans le camp coréen. Ils s'offrent la première occasion de la seconde période, avec une tentative de l'in-fatigable piston Tariq Lamptey, qui envoie à la 50e, depuis l'extérieur de la surface, une frappe enroulée au-dessus du but coréen.

Il faut attendre la 52e minute pour voir une réaction sud-coréenne et une première frappe cadrée de cette sélection, avec un coup de tête de Cho Gue-Sung, qui oblige Lawrence Ati Zigi à effectuer son premier arrêt du match.

Un avertissement qui redonne confiance aux Coréens, qui, au terme d'une nouvelle attaque, parviennent à revenir au score à la 58e grâce à une nouvelle tête cette fois victorieuse de Cho. Ce dernier devance le gardien ghanéen venu à sa rencontre pour couper un centre parfait de Lee Kang-In.

Cette réduction du score booste les Guerriers Taeguk

qui égalisent deux minutes plus tard grâce à l'insatiable Cho Gue-Sung. Il vient catapulte une nouvelle tête rageuse, cette fois à bout portant, après avoir pris le dessus, au sens propre comme au figuré, sur la défense ghanéenne à hauteur du deuxième poteau.

Alors que la dernière demi-heure s'annonçait compliquée pour les Black Stars, Mohammed Kudus n'a pas eu le temps de douter. Le milieu de l'Ajax Amsterdam redonne l'avantage aux siens en reprenant de l'intérieur du pied un centre venu de la gauche de Gideon Mensah, manqué dans un premier temps par Inaki Williams. Il s'agit du troisième tir cadré ghanéen, une efficacité implacable.

La Corée du Sud réagit sur un coup franc direct, tiré par Lee Kang-In et qui rebondit devant Lawrence Ati Zigi, qui détourne sur sa gauche, en corner.

Loin d'être démoralisés par la tournure du match, les Coréens assiègent la défense ghanéenne. Mais cette dernière parvient à repousser in-extremis une reprise de Kim Jin-Su qui prenait la direction des filets. L'arrière gauche, laissé une nouvelle fois sans marquage, récidive à la 83e, sans cadrer cette fois.

À cinq minutes de la fin, le sélectionneur Otto Addo procède à des changements destinés à muscler sa défense, avec notamment les entrées de l'ancien Caennais Alexander Djiku et de l'ancien Rémois Abdul Rahman Baba.

Des choix pertinents alors que les Sud-Coréens refusent d'abdiquer et comptent sur les 10 minutes de temps additionnel pour revenir au score. Les Guerriers Taeguk confisquent le ballon et multiplient les centres dans la surface des Black Stars mais se heurtent toujours au mur défensif ghanéen. À la 95e, Lawrence Ati Zigi signe une parade déterminante sur une nouvelle frappe puissante et cadrée du très actif Cho Gue-Sung.

Poussés par la ferveur de leurs supporters, les Coréens jettent leurs dernières forces dans la bataille, en vain. Les Black Stars parviennent à maintenir le score et à s'offrir leur première victoire dans ce Mondial-2022. Ils joueront leur qualification lors de leur prochain match face à l'Uruguay, qui avait éliminé le Ghana en quart de finale de la Coupe du monde de 2010.

Le Cameroun et la Serbie dos à dos au terme d'un match riche en buts

Le Cameroun et la Serbie se sont partagé le point du match nul lundi dans l'un des plus beaux matches à ce jour de l'édition 2022 de la Coupe du monde. Les deux équipes peuvent encore espérer se qualifier lors de la dernière journée.

Le Cameroun a du caractère. Mené 3 à 1 par une Serbie à l'armada offensive impressionnante, les Lions indomptables, guidés par un Vincent Aboubakar des grands jours, a su revenir dans le match et arracher le match nul (3-3). Un partage des points qui leur évite la honte de l'égalisation du record du nombre de défaites consécutives en Coupe du monde, toujours détenu par le Mexique et décroché entre 1930 et 1958.

La journée avait bien mal commencé pour l'équipe des Lions indomptables. La Fédération camerounaise a annoncé la mise à l'écart de son gardien titulaire habituel, André Onana, pour des raisons disciplinaires dont le motif et la durée n'ont pas été précisés.

Le Cameroun ouvre le score

Son remplaçant, Devis Epassy, qui joue à Abha (Arabie Saoudite) tremble vite face à la furia serbe, survoltée par la présence d'un virage rouge qui les encourage à chacune de leurs offensives. Mitrovic sollicite un une-deux avec un coéquipier et enroule une frappe dans la surface côté droit. Le poteau sauve le gardien camerounais (11e). Une autre frappe, sur une grossière erreur de relance de Nkoulou, frôle le montant (19e).

Les Lions indomptables peinent à montrer réellement leurs crocs, mais ils finissent par trouver une faille sur coup de pied

arrêté. Sur un corner, Nkoulou prolonge d'abord de la tête avant que Castelletto ne pousse le ballon du plat du pied au fond des filets (29e, 1-0). Kunde gratte même quelques minutes plus tard une balle de 2-0. Sur une récupération haute, il ajuste une frappe cadrée que le gardien serbe repousse. Il manque sa volée (43e).

Les Lions craquent dans les arrêts de jeu

Il peut s'en mordre les doigts. La Serbie va renverser les Camerounais avant la pause. D'abord un coup franc de Tadic qui trouve la tête de Pavlovic qui expédie le ballon dans la lucarne (45e+1, 1-1). Puis, Anguissa manque son contrôle juste devant sa surface. Le ballon revient dans les pieds serbes. Sergej Milinkovic-Savic est servi et envoie une superbe frappe enroulée imparable (45e+3, 1-2). Le virage rouge s'embrase.

Froidement, la Serbie ne veut laisser aucune raison d'espérer au Cameroun au retour des vestiaires. Alors que Martin Hongla perd le ballon aux abords de la surface, les Serbes enchaînent les passes dans la surface. Mitrovic est finalement servi dans l'axe pour envoyer la balle au fond des filets (53e, 1-3).

Aboubakar royal

Mais les Lions indomptables refusent de mourir ainsi. L'entrant Aboubakar est trouvé démarqué dans le dos de la défense. Le



héros de la CAN-2022 lobe le gardien serbe avec une louche digne d'un jeu vidéo. Le but est vérifié après une suspicion de hors jeu, mais est validé après un temps de flottement qui aura empêché Aboubakar de célébrer (63e, 2-3).

C'est encore lui qui est lancé à l'extrême limite du hors-jeu sur l'action suivante. Il se présente face au goal, mais glisse à Choupo-Moting qui pousse au fond des filets le but de l'égalisation (66e, 3-3).

Les deux équipes donnent tout pour faire basculer le match en leur faveur. Epassy sauve les Lions indomptables sur une énième frappe de Mitrovic (73e).

Christian Bassogog, décalé sur la droite, remise dans la surface vers Choupo-Moting, mais l'attaquant du Bayern est pris en étau par deux adversaires (78e). Une frappe d'Aboubakar finit dans les gants de Vanja Milinkovic-Savic (83e) et Mitrovic frôle le poteau (88e). Mais le match ne basculera plus.

Un point du match nul qui n'arrange, ni ne condamne aucune des deux équipes. Les deux peuvent encore prétendre aux huitièmes de finale, même si pour les Lions indomptables, cela passera par une victoire face au redouté Brésil.